



Décision n° 2018-300

autorisant des travaux
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7 ;

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14, 17 et 21 d'application de la réglementation dans le cœur ;

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ;

Considérant que la piste de la Valmasque est un équipement structurant de l'activité pastorale bovine du secteur, permettant l'acheminement quotidien du lait vers la vallée de Castérino à l'aide d'un véhicule motorisé 4x4 ;

Considérant que la piste de la Valmasque est également inscrite au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée et qu'elle constitue l'un des accès possibles au grand site touristique des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe ;

Considérant que d'après l'expertise des services RTM réalisée en 2018 sur la piste de la Valmasque, 3 passages dangereux nécessitent une intervention d'urgence compte-tenu des fragilités structurelles de la voie et des instabilités géologiques la surplombant, impliquant le risque qu'un événement météorologique ne vienne couper la voie à ces endroits ou mettre en danger ses utilisateurs ;

Considérant qu'il importe que des travaux d'urgence viennent sécuriser a minima ces passages dangereux dans l'attente d'un programme global de travaux de réfection plus conséquent ;

Considérant que les travaux envisagés relèvent d'aménagements restreints ou temporaires, et qu'il sera possible ultérieurement de les rendre conformes aux avis des autorités compétentes en matière de site classé et d'archéologie, une fois que le programme global d'intervention aura été validé et que des financements à la hauteur auront été rendus disponibles ;

Considérant que des prospections botaniques ont été effectuées pour s'assurer de la prise en compte et définir les mesures de protection des espèces protégées localisées aux abords des travaux envisagés ;

Considérant que ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ;

Considérant qu'un état des lieux photographique détaillé a été réalisé avant travaux et que celui-ci sera transmis aux autorités compétentes en matière de site classé et d'archéologie lors de la consultation relative au programme global d'intervention, ce document permettant le cas échéant de juger de l'opportunité d'une modification des aménagements réalisés en urgence ;

Décide :

Article 1 :

Le service « Force 06 » du conseil départemental des Alpes Maritimes, représenté par son président Monsieur GINESY Charles-Ange et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des travaux d'urgence visant à sécuriser la piste de Valmasque, située dans le cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 septembre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Les travaux seront restreints aux effondrements localisés aux points 4 et 11 tel qu'illustrés sur les plans joints.

3.2. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes réunions de chantier, notamment à celles d'ouverture et de recollement.

Contact :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

3.3. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les agents du Parc national du Mercantour notifieront au bénéficiaire la localisation des stations d'espèces protégées préalablement identifiées à proximité immédiate du linéaire d'intervention.

A charge du Parc national du Mercantour, de s'assurer que ces stations seront mises en défens. Le bénéficiaire est tenu de les préserver de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire.

3.4. Les lieux de prélèvement des pierres et de terre le cas échéant, seront déterminés en accord avec le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour. Sur ces lieux, la collecte des matériaux sera réalisée de manière diffuse ou surfacique, de sorte à ne pas créer d'excavation artificielle et à conserver le profil général des lieux.

3.5. Les travaux seront réalisés sans maçonnerie.

3.6. Aucun rejet polluant (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) issu des engins de chantier ou des outils thermiques ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier. Le bénéficiaire est tenu de prendre toutes les dispositions utiles à cette fin.

3.7. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus non minéraux ou végétaux (y compris mégots, papiers, emballages, ...) devront être intégralement collectés et évacués vers les filières de traitement dûment autorisées. Tout brûlage est interdit dans le cœur du parc national.

Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par les réglementations en vigueur.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

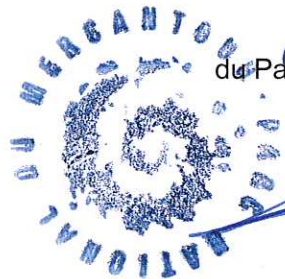
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

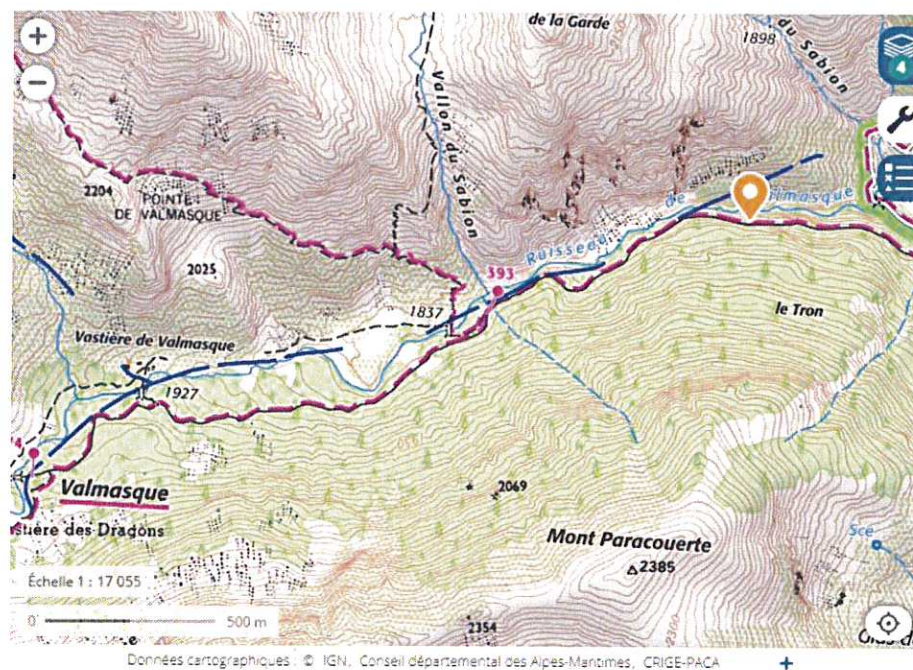
Fait à Nice, le 9 août 2018



Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

Laurent SCHEYER

LOCALISATION DU POINT 4



← AFFICHER DES COORDONNÉES

X : 378837.45 m
Y : 4885937.49 m
Altitude : 1761.71 m

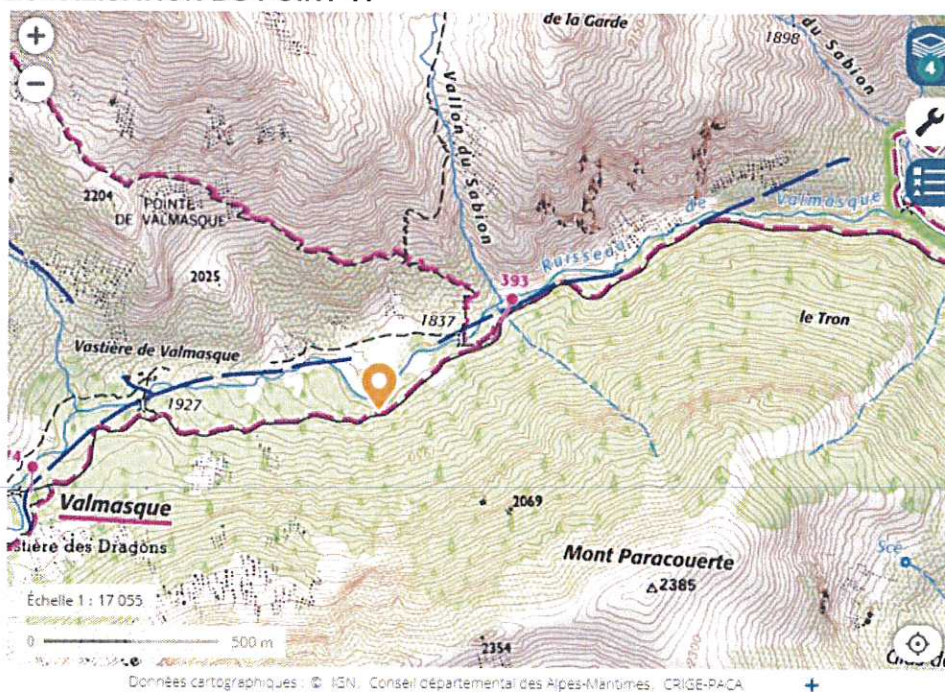
SYSTÈME DE RÉFÉRENCE

UTM 32N (France mét)
mètres

QUADRILLAGE

☒ Afficher

LOCALISATION DU POINT 11



← AFFICHER DES COORDONNÉES

X : 377701.25 m
Y : 4885427.87 m
Altitude : 1861.22 m

SYSTÈME DE RÉFÉRENCE

UTM 32N (France mét)
mètres

QUADRILLAGE

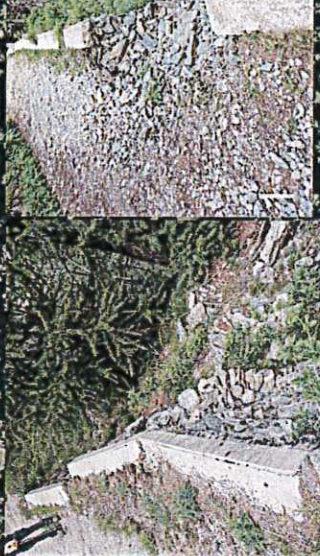
☒ Afficher

Piste de Valmasque

Cartographie des désordres juin 2018

0 50 100 200 Mètres

Le Mercantour
Parc National



11 griffe à 700m de 10